

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 22/10/4.8

SEANCE DU 31 OCTOBRE 2022

L'AN DEUX MILLE VINGT DEUX ET LE TRENTE ET UN OCTOBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	22	9	2

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILLIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Benoit ADET, Anaïs HATRET, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTEES :

Michel OLLAGNIER, (représenté par M. le Maire)
Carine GINZAC, (représentée par Christine DEL NERO)
Didier MARTINA-FIESCHI, (représenté par Michel THUILLIER)
Thierry AKSOUL, (représenté par Dominique RIGHI)
Valérie MASSENET, (représentée par Laetitia QUILICI)
Katell LE BLEIZ, (représentée par Guy PHILIPPEAUX)
Hélène CAREN, (représentée par Brigitte CREVET)
Stanislas ROQUEBERT, (représenté par Nadine ALESSI)
Ombeline LOMPRES, (représentée par Delphine GROSSO)

ABSENTS :

Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO.

Secrétaire de séance : Anaïs HATRET

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE</u> : OUI	<u>POUR</u> :	<u>CONTRE(S)</u> :
<u>ABSTENTION(S)</u> :	<u>BLANC(S) et NUL(S)</u> :	

OBJET : Personnel communal : création d'emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité

Madame Laetitia QUILICI, adjointe au Maire informe l'assemblée qu'il convient de procéder pour l'exercice 2023 à la création d'emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité.

Aux termes de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale modifiée et notamment ses articles 34 et 97, il est précisé que ces agents contractuels de droit public seront recrutés pour satisfaire des accroissements temporaires d'activité.

En conséquence, il est autorisé le recrutement d'agents contractuels de droit public pour faire face temporairement à des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées à l'article 3 I 1°) de la loi susvisée, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs.

Les emplois seront classés dans la catégorie hiérarchique B et C comme suit :

- 2 emplois à 20h et temps complet sur le grade d'adjoint territorial du Patrimoine
- 1 emploi à temps non complet 28h sur le grade d'auxiliaire de puériculture
- 1 emploi à temps non complet 22.75h sur le grade d'auxiliaire de puériculture
- 1 emploi à temps non complet 14h15 sur le grade d'adjoint technique territorial CAP petite enfance
- 11 emplois à temps complet sur le grade d'adjoint technique territorial
- 1 emploi à temps partiel 25h sur le grade d'adjoint technique territorial
- 2 emplois à temps complet sur le grade d'adjoint technique pour un emploi d'ASVP
- 5 emplois à temps complet sur le grade d'adjoint administratif territorial
- 7 emplois à temps non complet 32h sur le grade d'adjoint technique territorial
- 1 emploi à temps non complet 21h sur le grade d'adjoint administratif territorial

La rémunération sera déterminée selon un indice de rémunération correspondant au 1^{er} échelon du grade.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 3 I 1°), 3 I 2°),

Vu le décret n°88-145 pris **pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,**

Vu la délibération relative au régime indemnitaire n° 4/10 adoptée le 21/09/2020,

Considérant la nécessité de créer ces emplois non permanent compte tenu d'un accroissement temporaire d'activité pour l'année 2023 dans les services.

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,

APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la création d'emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité.
2. DIT que les crédits seront inscrits au BP 2023 chapitre 012.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI

